

Nantes, le 28 mai 2004

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,  
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
DES PAYS DE LA LOIRE

Groupe de subdivisions de Nantes  
2 rue Alfred Kastler - La Chantrerie  
BP 30723 - 44307 NANTES CEDEX 3

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

**Objet** : Société Magasin Vrac Agroalimentaire à Montoir de Bretagne  
**N/ Réf.** : EV/CB/N5-2004-0378

Le présent rapport a pour objet de demander des compléments à l'étude des dangers à la société Magasin Vrac Agroalimentaire pour son site de Montoir de Bretagne, faisant suite à :

- la remise en 1995 de son étude de dangers,
- la parution du nouvel arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,
- la visite d'inspection du silo réalisée le 22 avril 2004.

L'objectif est de s'assurer que toutes les mesures de sécurité nécessaires ont été prises par l'exploitant pour prévenir et protéger contre les risques d'incendie et d'explosion du silo.

### I. - EXPLOITANT

Raison sociale : SA Magasin Vrac Agroalimentaire (MVA)  
Établissement : Montoir de Bretagne  
SIRET : 379 454 754 00027  
Siège social : ZAT Rond Point de Gron - 44550 MONTOIR DE BRETAGNE

Situation administrative : Arrêté préfectoral du 14/11/1995

L'établissement dispose d'un silo à plat de 69 000 m<sup>3</sup>, permettant le stockage de céréales, graines, produits alimentaires ou tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables. Cette activité de stockage, répertoriée sous la rubrique 2160 de la nomenclature est soumise à autorisation.

## **II. - CONTEXTE REGLEMENTAIRE**

Les risques d'explosion dans les silos sont liés à la présence de poussières inflammables générées lors de la manipulation des céréales.

Suite à l'explosion du silo de Blaye (Gironde) en 1997 qui avait fait onze victimes, un arrêté ministériel a été pris le 29 juillet 1998. Il définissait l'implantation et les conditions d'exploitation des silos et installations de stockage de céréales, de graines, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables.

Un travail important a ainsi été réalisé depuis 6 ans par l'inspection des installations classées pour s'assurer de la mise en conformité des installations vis à vis de cet arrêté par les exploitants de silos. Dans la région des Pays de la Loire, cette action a concerné une cinquantaine d'installations de stockage de céréales.

S'il a permis des avancées notables dans le niveau moyen de sécurité des silos, ce texte s'est cependant heurté à d'importantes difficultés d'application, dues en particulier au caractère trop détaillé de ses prescriptions, qui rentraient très en détail dans la description des moyens à mettre en œuvre.

Prenant en compte ces difficultés, un nouvel arrêté ministériel a été signé le 29 mars 2004 et publié le 1<sup>er</sup> avril 2004. Il abroge et remplace l'arrêté ministériel du 29 juillet 1998.

Ce texte traduit les moyens imposés par l'arrêté ministériel de 1998 en objectifs de prévention et de protection contre les risques d'incendie et d'explosion. Il demande que l'étude des dangers de l'exploitant justifie toutes les mesures prises pour l'application des dispositions prévues par ses articles 6 à 15 et que cette étude soit ainsi complétée au plus tard dans un délai de deux ans.

La circulaire ministérielle du 29 mars 2004 relative à l'application de ce nouvel arrêté ministériel précise par ailleurs que, pour les silos classés sensibles, les compléments aux études des dangers doivent être transmis au préfet au plus tard le 30 septembre 2004. Concernant les silos classés non sensibles, tels que le silo de la société Magasin Vrac Agroalimentaire à Montoir de Bretagne, pour une partie d'entre eux - notamment ceux présentant les caractéristiques de construction les plus pénalisantes et un environnement sensible - le délai de remise de compléments sera avancé au 1<sup>er</sup> avril 2005. Pour les silos restants, le délai sera celui de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, deux ans après sa parution, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2006.

Une visite d'inspection ayant été réalisée sur le site de Montoir de Bretagne le 22 avril 2004, cette dernière ayant permis de relever certaines insuffisances vis-à-vis des prescriptions imposées par l'arrêté ministériel (distance d'éloignement entre les silos à plat et l'atelier de maintenance, mesures prises pour assurer le nettoyage des installations, modalités de chargement et de déchargement des camions), l'inspection des installations classées propose, dans le cadre des suites à donner à sa visite, d'avancer le délai de remise des compléments au 31/12/2004.

### **III. - DEMANDE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Compte tenu des insuffisances constatées au cours de la visite d'inspection en date du 22 avril 2004, l'exploitant doit produire pour le 31 décembre 2004 un complément à son étude des dangers, justifiant le choix des mesures de prévention et de protection contre les risques d'incendie et d'explosion prises ou à programmer.

Les compléments demandés sont détaillés dans l'annexe jointe au projet d'arrêté préfectoral et portent principalement sur :

- 1) Les distances d'isolement, vis à vis des bâtiments ou infrastructures énoncés dans l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 mais aussi vis à vis des personnes non indispensables à la conduite technique des installations,
- 2) Les mesures générales de prévention et de protection contre les risques d'explosion et d'incendie,
- 3) Les mesures spécifiques de prévention et de protection concernant notamment :
  - 3.1) Les aires de chargement et déchargement
  - 3.2) Le nettoyage et l'empoussièrement
  - 3.3) La surveillance de la température des produits stockés

Pour chacune des exigences reprises dans cette annexe, l'exploitant présentera les mesures prises et celles éventuellement restant à réaliser sur le site en justifiant ces choix, notamment par rapport :

- aux conclusions et recommandations faites dans son étude des dangers,
- aux écarts éventuels vis à vis des exigences de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004.

Si des aspects n'ont pas été traités dans l'étude des dangers, ils devront l'être dans ces compléments et l'exploitant conclura sur les mesures à prendre. Toutefois si cette analyse nécessite une étude spécifique plus approfondie ne pouvant être réalisée dans le délai imparti, l'exploitant devra le justifier.

En ce qui concerne les mesures de prévention et de protection restantes à réaliser (étude spécifique, organisation ou travaux), l'exploitant devra transmettre un échéancier précis de réalisation.

Compte-tenu de ce qui précède, nous proposons de demander à la société Magasin Vrac Agroalimentaire à Montoir de Bretagne, de fournir les compléments à l'étude des dangers.

#### **IV. - CONCLUSION**

Ces études étant demandées en complément à l'étude de dangers, elles sont exigées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article 18 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977.

Un projet d'arrêté préfectoral est annexé au présent rapport.

Nous proposons aux membres du conseil départemental d'hygiène d'émettre un avis favorable à cette proposition d'arrêté complémentaire.